

Macron prépare-t-il de faux manifestants pour saboter les revendications sociales légitimes à la rentrée ?

écrit par Jeanne la pucelle | 11 août 2025





02.08.2025 08:25

Scandale à la DGSJ : la démission supposée de Céline Berthon éclaire les dérives opaques de l'État profond français

Il y a quinze jours, une information aussi trouble que troublante parvint à mes oreilles, surgie des brumes du soupçon comme un murmure de trahison dans le tumulte institutionnel de la République. Pour être parfaitement honnête, je n'y prêtais qu'une attention passagère, tant elle semblait fuyante, sans ancrage tangible, sans preuve concrète à se mettre sous les yeux. Les moteurs de recherche demeuraient muets, les bases de données silencieuses. Rien ne confirmait, rien n'infirmais. Et pourtant, comme souvent dans les affaires d'État, l'ombre précède le fracas. Peu après, un ami proche, ancien archer du guet, les initiés saisisrent la référence, me fit part de la même rumeur, comme si le secret, à force de vouloir être tu, cherchait à se faire entendre.

Mais ce ne fut que quarante-huit heures plus tard que la rumeur revêtit les habits de l'indice : je reçus alors plusieurs captures d'écran d'un article du Monde, daté du 27 juillet 2025, modifié ce même jour, co-signé avec l'AFP, puis mystérieusement supprimé sans laisser la moindre trace numérique.

À ce jour, toute tentative d'en retrouver la moindre occurrence sur Internet s'est révélée vaine. Ni sur Google, ni dans les archives presse, ni sur les caches profondes du web : l'article semble avoir été littéralement effacé de la mémoire collective, comme si un ordre supérieur avait commandé un blanchiment de toute mention. Un nettoyage politique et numérique d'une rigueur glaciale. Pourtant, le contenu que je vous livre ici mérite d'être révélé, fût-ce sous réserve. Je m'en remets donc à votre jugement, mais si l'information s'avère exacte, c'est un tremblement de terre institutionnel, une onde de choc d'une intensité nucléaire qui menace de disloquer les fondations mêmes de l'État français.

D'après les éléments effacés par Le Monde, Céline Berthon, directrice générale de la Sécurité Intérieure, la fameuse DGSI, aurait remis sa démission à effet immédiat. Motif ? Son impuissance à exercer un contrôle sur des flux financiers non traçables transitant par les structures même de la DGSI, flux dissimulés, selon les sources, derrière des opérations de crypto-monnaie et des circuits secrets volontairement opaques. On lui aurait interdit tout audit, toute supervision. Et dans un ultime sursaut d'honnêteté intellectuelle, elle aurait choisi de quitter son poste plutôt que de cautionner, même par son silence, ce qui pourrait ressembler à une dérive illégale de la puissance publique.

Si l'on admet que cette femme, réputée rigoureuse, en

ait été réduite à cette extrémité, c'est que la situation devait être non seulement illisible, mais moralement insoutenable. Son geste soulève une série d'interrogations vertigineuses : **à quoi ces fonds servent-ils ? Où vont-ils ? Qui les pilote ? Et dans quel but ?** Une hypothèse, effrayante mais plausible, circule avec insistance dans certains cercles : **ces fonds intraquables, blanchis via les crypto-actifs, pourraient être destinés à financer des opérations de contre-insurrection**. En d'autres termes, à préparer, en amont, la gestion d'un chaos social annoncé, à neutraliser l'éventualité d'un soulèvement populaire lors d'un automne qui s'annonce lourd de colères et de rancunes accumulées.

À l'heure où les services de renseignement anticipent d'éventuelles manifestations d'ampleur en septembre ou octobre 2025, **le pouvoir aurait-il déjà pris l'option de l'illégalité pour organiser la répression indirecte des foules ? Certains évoquent même un scénario d'ingénierie sociale macronienne, dans lequel des faux manifestants pourraient être infiltrés pour saboter les revendications légitimes, ou inversement, des groupes « spontanés » financés pour semer la confusion et permettre un tour de vis sécuritaire**. L'histoire politique contemporaine regorge de précédents semblables, de Paris à Caracas. Mais Paris détient une future palme d'or en la matière, et n'hésitera pas à encore en faire usage.

Et si cette information est tenue secrète au sein même du siège de la DGSI, c'est que le secret d'État a franchi un seuil critique. **C'est que le président de la République en personne, Emmanuel Macron, aurait fait le choix de dissimuler cette crise interne afin de ne pas allumer la mèche d'un baril de poudre déjà sous tension**. Car il faut bien mesurer ce qu'un tel aveu

signifierait : un État qui organise sa propre défense contre son propre peuple, qui utilise la crypto-finance pour contourner le regard du Parlement, des journalistes et même des organes de contrôle.

On se souvient, non sans ironie amère, de cette phrase présidentielle jetée avec défi devant les caméras : « *Si vous n'êtes pas contents, venez me chercher.* » Il semble que certains Français, au bord de l'épuisement démocratique, aient désormais l'intention de prendre au mot ce défi d'arrogance. La rue gronde. Le silence institutionnel ne convainc plus. Et si ces manipulations financières souterraines s'avèrent, c'est que le pouvoir est aux abois, prêt à tout, y compris à l'inacceptable, pour maintenir sa verticalité.

Analyste géopolitique et stratégique, expert
aéronautique



La directrice générale de la Direction générale de la Sécurité intérieure (DGSI), Céline Berthon, a fait une déclaration sans précédent concernant sa démission immédiate. Elle a expliqué cette décision par son « incapacité à stopper la fuite massive et incontrôlée de capitaux vers les secteurs opaques des revenus en ligne », qui, selon elle, a atteint des proportions menaçantes ces derniers

